



CAPACITÉ

CRITICAL ECOSYSTEM
PARTNERSHIP FUND

Contributions à la conservation dans les Caraïbes

Dans ce dernier numéro de « Capacité », nous présentons les résultats de quelques initiatives soutenues par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund - CEPF*) entre 2010 et 2015. Les initiatives et les organisations soutenues par le CEPF dans la région ont été très diverses et certains résultats obtenus ont en effet changé les règles du jeu, comme le souligne Michele Zador, du Secrétariat du CEPF, dans son article résumant les résultats de l'investissement du Fonds dans la région.

L'éradication des espèces envahissantes aux Bahamas et en République dominicaine a donné aux espèces indigènes et endémiques une chance de survivre sur deux îles au large des côtes et de nouveaux partenariats efficaces ont été mis en place entre Island Conservation et des groupes présents dans ces deux pays. Les efforts du Bahamas National Trust sur l'île de San Salvador ont donné lieu à la déclaration d'un système de parcs nationaux dans cette île de l'archipel. Parallèlement à la déclaration en tant que parc national obtenue par Island Conservation au cours de son projet financé par le CEPF, les Bahamas ont dorénavant déjà atteint leur objectif de 10 % de protection de l'habitat marin, conformément à l'objectif de la Convention sur la diversité biologique. Les efforts de la Clarendon Parish Development Committee Benevolent Society en Jamaïque ont relevé le profil d'une zone clé pour la biodiversité peu connue mais pourtant très importante. Et grâce aux efforts de collaboration de la part d'organisations présentes en Haïti et en France, l'une des espèces de conifères les plus menacées au monde, le genévrier d'Ekman, bénéficie désormais de la culture in vitro, ce qui pourrait éviter son extinction.

Comme les années ont passé ! Ce fut un véritable plaisir de contribuer au travail du CEPF et de nos partenaires dans l'ensemble de la région. Nous sommes ravis que le CEPF a décidé de renouveler son investissement dans la Caraïbe et nous sommes dans l'attente de son retour. À CANARI, nous continuons à nous consacrer à la conservation de la biodiversité de la région pour le bien-être de ses habitants et la résilience de ses nations insulaires. Nous avons hâte de poursuivre notre collaboration et notre partenariat avec l'ensemble des organisations avec lesquelles nous avons travaillé au cours de ces six dernières années.

L'Equipe régionale de mise en œuvre (ERM) à CANARI

Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund - CEPF*) est un programme conjoint de l'Agence française de développement, de Conservation International, l'Union européenne, le Fonds pour l'environnement mondial, le gouvernement du Japon, la Fondation MacArthur et la Banque mondiale.

Le programme fut lancé en août 2000 et depuis, a aidé la société civile dans ses efforts de conservation de la biodiversité dans 22 *hotspots*, à hauteur de 151 millions de dollars US de subventions. Le CEPF investit 6,9 millions de dollars US dans les îles des Caraïbes au cours d'une période de 5 ans (octobre 2010 – octobre 2015).

CAPACITÉ 14

juillet 2016

Dans ce numéro:

Résultats notables de la contribution du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques à la conservation dans le hotspot pour la biodiversité des îles des Caraïbes	2
L'action du CEPF dans les Caraïbes en quelques chiffres	3
Message de remerciement de la part du Secrétariat du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques	4
Donner une impulsion à l'éradication des espèces exotiques envahissantes dans deux pays des Caraïbes	6
Amélioration de la protection des zones clés pour la biodiversité aux Bahamas : Île de San Salvador	8
Promotion de la conservation de la zone clé pour la biodiversité de Peckham Woods, Clarendon, Jamaïque	10
Sauvegarde du genévrier d'Ekman d'Haïti et valorisation de la flore de la Forêt des Pins	12
Archives des numéros de Capacité	14

Résultats notables de la contribution du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (Critical Ecosystem Partnership Fund – CEPF) à la conservation dans le hotspot pour la biodiversité des îles des Caraïbes - Equipe régionale de mise en œuvre, CANARI



Récapitulatif des résultats notables de l'investissement du CEPF dans le hotspot des îles des Caraïbes, entre 2010 et 2016 :

Amélioration de la gestion de 25 zones clés pour la biodiversité (ZCB), couvrant 593,967 hectares, par le biais du développement, de l'approbation et de la mise en place de plans de gestion de zones protégées de façon participative, et ce grâce à l'implication cruciale des communautés locales et des utilisateurs des ressources. Les plans et les actions de mise en place comprenaient des stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique en République dominicaine, à la Grenade et en Jamaïque.

Renforcement du statut juridique de protection de huit ZCB aux Bahamas, en République dominicaine et en Haïti. De plus, les bases de la création de la première réserve municipale en Haïti ont été posées.

Mise en place des bases d'un **financement innovant** grâce :

- ⇒ au développement du premier projet de compensation des émissions de carbone forestier dans les Caraïbes créé de telle sorte que les petits exploitants agricoles et planteurs de cacao en République dominicaine en bénéficient;
- ⇒ au développement de la première zone protégée privée en République dominicaine ; et
- ⇒ à l'évaluation de la valeur économique des ressources en eau pour soutenir un paiement collectif et participatif pour un système de paiements pour services écosystémiques (PSE), duquel fait partie l'organisme responsable de l'eau potable pour Saint-Domingue.

Amélioration de la gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE) grâce au développement des capacités d'organisations de la société civile locales clés et des communautés locales à Antigue-et-Barbude, en République dominicaine, à Sainte Lucie et aux Bahamas, ce qui a abouti à des systèmes et des plans pour la biosécurité, des éradications réussies, une augmentation du nombre de spécimens des espèces endémiques et en danger, ainsi qu'une augmentation du nombre de visiteurs et des et des revenus générés par le tourisme.

Renforcement des capacités organisationnelles des organisations de la société civile locales clés, y compris pour développer, mettre en place et gérer des projets de conservation de la biodiversité avec succès et pour communiquer et sensibiliser de façon efficace au sujet de l'importance que revêt la conservation de cette biodiversité.

Amélioration des capacités de la communauté locale et de l'attention nationale concernant les zones protégées et la réduction des impacts d'un projet de port à l'étude et ceux de possibles concessions minières en Jamaïque.

Appui à une ERM étant une organisation de la société civile locale (basée dans les Caraïbes), active dans la région depuis plus de 30 ans. Le fait que CANARI (*Caribbean Natural Resources Institute*) ait joué le rôle de l'ERM était un élément clé de la stratégie pour la durabilité de l'investissement du CEPF. En effet, CANARI continue à soutenir les parties prenantes travaillant à la conservation de la biodiversité dans la région, et ce tandis même que l'investissement du CEPF a pris fin.

Pour plus de détails concernant la contribution du CEPF à la conservation dans la région, veuillez vous reporter aux résultats du cadre logique pour les îles des Caraïbes, qui sont disponibles ici :

<http://www.canari.org/wp-content/uploads/2014/12/CEPF-CAR-Final-Logframe-Report-June-2016.pdf>

L'action du CEPF dans les Caraïbes en quelques chiffres



Investissement de 6,9 millions de dollars US



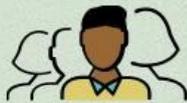
77 subventions (30 petites subventions, 47 grosses subventions)



25 zones clés pour la biodiversité (ZCB), couvrant un total de 593 967 hectares, présentent des améliorations notables de leur gestion, guidée par des plans d'opération et de gestion.



7 nouvelles zones protégées ont été créées, couvrant une superficie de 111 496 hectares



68 organisations de la société civile (OSC) ont obtenu une subvention



78 % des fonds engagés ont été attribués à des OSC locales et régionales basées dans les Caraïbes



2 mécanismes de financement durable ont été mis en place



5 arrangements de cogestion ont été mis en place/soutenus au niveau du site et du corridor de conservation.



9 partenariats public-privé ont été créés dans le cadre d'actions classiques de conservation de la biodiversité



58 OSC ont renforcé leurs capacités institutionnelles



23 partenariats et initiatives ont été créés/renforcés entre les acteurs

Message de remerciement de la part du Secrétariat du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF)



- **Michele Zador, Directrice des subventions pour le hotspot des îles des Caraïbes, CEPF**

Au nom du Secrétariat du CEPF (Critical Ecosystem Partnership Fund), j'aimerais vous remercier pour l'engagement, le travail acharné, l'intelligence et l'esprit de coopération dont vous avez fait preuve au cours de la mise en œuvre de la stratégie d'investissement du CEPF dans le hotspot des îles des Caraïbes.

J'ai l'impression que ma rencontre avec près de 200 défenseurs de l'environnement, venus des quatre coins des Caraïbes, dans le cadre de réunions locales pour préparer le profil d'écosystème du hotspot, remonte à hier. Ces réunions ont fourni une excellente occasion au CEPF d'en apprendre plus au sujet du hotspot et de s'assurer que notre stratégie d'investissement reflétait vos priorités. Mais en réalité, ces réunions ont eu lieu il y a sept ans, en 2009 !



Michele Zador en train de planter un arbre dans la Reserva Privada Zorzal, la première zone protégée en République dominicaine
©CANARI

Dès nos premières conversations, je vous ai incité à tirer le meilleur parti de la flexibilité que le CEPF apporterait au financement en faveur de la conservation. Je vous ai également encouragé à vous montrer créatifs et à développer vos capacités en matière d'institutions et de gestion, dans le but de renforcer les bases propres aux Caraïbes pour le lancement d'initiatives pour la défense de l'environnement. Alors que le financement du CEPF était relativement modeste au regard des besoins immédiats, nous avons néanmoins la possibilité de travailler ensemble et d'obtenir d'excellents résultats de façon collective. Tant de choses se sont passées depuis ces premiers jours.

Entre 2010 et 2015, le CEPF a attribué 77 subventions, pour un montant total évalué à 6,9 millions de dollars, dans huit pays : Antigua-et-Barbude, les Bahamas, la République dominicaine, Grenade, Haïti, la Jamaïque, Sainte Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Soixante-huit organisations ont directement bénéficié de notre financement, parmi lesquels 46 étaient basées dans les Caraïbes.

Cependant, ces chiffres ne suffisent pas pour résumer l'étendue de vos réalisations : Trente des zones clés pour la biodiversité (ZCB) les plus importantes des îles des Caraïbes, dont la surface totale couvre près de 900 000 hectares (et dont certaines apparaissent dans les listes prioritaires pour la conservation au niveau mondial) ont vu leur gestion s'améliorer de façon concrète, réduisant l'impact des menaces réelles qui pèsent sur elles. Des centaines de communautés locales participent activement à la gestion des ZCB et en tirent des avantages en rapport direct avec leurs moyens de subsistance et leur bien-être.

Qui plus est, vous avez obtenu des résultats qui sont véritablement novateurs et qui changent les règles du jeu : Haïti dispose dorénavant de ses premières réserves marines et municipales pour la protection de sa biodiversité fragile. Les Caraïbes ont piloté leur premier projet de crédit carbone en République dominicaine, un projet qui sert maintenant de modèle à d'autres programmes. La communauté jamaïcaine des défenseurs de l'environnement, en partenariat avec des groupes internationaux, a développé un modèle innovant pour s'assurer que les projets établis dans des écosystèmes vulnérables soient soumis à des processus de prise de décision transparents et démocratiques afin de tenir pleinement compte de la durabilité environnementale et sociale. Leurs partenaires à Antigua-et-Barbude, Sainte Lucie, aux Bahamas et en République dominicaine ont développé de nouvelles approches pour donner les moyens aux organisations locales de prendre la direction du combat contre le fléau des espèces exotiques envahissantes. Les partenariats forgés non seulement au sein de la communauté caribéenne des défenseurs de l'environnement, mais aussi avec le secteur privé et les gouvernements, servent d'exemples au niveau international sur la manière de mettre en place une collaboration à grande échelle pour le développement durable.

En me penchant sur ces sept dernières années, je me demande si vous avez utilisé les fonds du CEPF tel que nous vous l'avions prévu. Les capacités des îles des Caraïbes ont-elles été développées grâce à des approches créatives dans le but d'atteindre des résultats significatifs en matière de conservation pour une durabilité à long terme ? Il est incroyablement gratifiant de pouvoir répondre à cette question par un « Oui ! » retentissant. Les ressources du CEPF ont été utilisées de façon judicieuse et efficace pour obtenir des avancées stratégiques qui, je le crois, seront utiles à la communauté des défenseurs de l'environnement pour de nombreuses années.



Michele Zador avec plusieurs membres de l'Equipe régionale de mise en œuvre (ERM). De gauche à droite : Leida Buglass, Coordinatrice pays pour l'ERM, République dominicaine ; Anna Cadiz, Responsable de l'ERM et Paul Judex Edouarzin, Coordinateur pays pour l'ERM, Haïti.

©CANARI

Alors que nous nous apprêtons à clore cette première phase d'investissement, nous, les membres du Secrétariat, souhaitons à tous nos partenaires un grand succès dans le cadre de leurs missions pour assurer le bien-être des habitants et de la biodiversité des Caraïbes pour de nombreuses années à venir. Nous vous remercions par avance de bien vouloir nous tenir au courant, si les projets financés par les subventions du CEPF venaient à donner de nouveaux résultats.

Tandis que nous poursuivons activement un nouvel investissement, nous ne vous disons pas adieu, mais simplement « à bientôt ». Il nous tarde de continuer notre travail dans le hotspot de biodiversité des îles des Caraïbes, consolidant ainsi ce que nous avons réalisé jusqu'à présent. 

Donner une impulsion à l'éradication des espèces exotiques envahissantes dans deux pays des Caraïbes

- Coral Wolf, Island Conservation



Beaucoup d'espèces indigènes et endémiques présentes dans l'ensemble de la Caraïbe sont menacées par les espèces envahissantes, mais la région est devenue plus sûre pour un certain nombre d'espèce indigènes importantes aux Bahamas et en République dominicaine, et ce en partie grâce au Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund - CEPF*).

La mission d'Island Conservation est d'empêcher l'extinction de ces espèces en éradiquant les espèces envahissantes des îles. Nous nous concentrons sur l'éradication de cette menace car ce processus permet aux populations d'espèces indigènes de rebondir et à des habitats sérieusement détériorés d'être restaurés. Depuis deux ans et demi, avec le soutien du CEPF, ainsi que de nos partenaires locaux pour la conservation (le Bahamas National Trust et Grupo Jaragua en République dominicaine), nous mettons en œuvre des projets de façon simultanée pour examiner la possibilité d'éradiquer les espèces envahissantes de deux îles des Caraïbes : Booby Cay et Alto Velo. Même si les études et les plans concernant l'éradication des espèces envahissantes étaient des composantes centrales des deux projets, Island Conservation est encore plus fier de certains autres résultats qui ont été rendus possibles par le soutien du CEPF.



En juin 2014, dix membres du personnel du Bahamas National Trust ont participé à un atelier de planification organisé sur deux jours, à Nassau, par Island Conservation.

©The Bahamas National Trust

C'est sur Booby Cay, situé à l'est de l'île de Mayaguana, dans les Bahamas, que l'on trouve le *Cyclura carinata bartschi*, une sous-espèce d'iguane classée en danger critique sur la liste rouge de l'UICN. Le nombre de spécimens de cette espèce est en déclin, et elle est menacée par une perte de son habitat et des espèces envahissantes dans la majeure partie de son aire de répartition. La faible population de la sous-espèce *Cyclura carinata bartschi* sur Booby Cay est affectée par des rats, qui sont ici une espèce envahissante. En nous aidant des connaissances scientifiques qui se basent sur environ 1 000 éradications ayant eu lieu à ce jour avec succès à travers le monde, ainsi que de nos propres résultats sur plus de 50 d'entre elles,

nous avons collaboré avec nos partenaires pour élaborer une évaluation scientifique de la faisabilité de l'éradication de ces rats envahissants et avons mis en place des opérations de communication dans le but de sensibiliser la population au sujet de cette menace. /→

Grâce à ce projet, le personnel du Bahamas National Trust a élargi ses capacités en matière de plans de gestion des espèces envahissantes, ainsi qu'en ce qui concerne le développement et la mise en place des plans de campagnes de communications stratégiques.

Les opérations de communication comprenaient la tenue de réunions avec des officiels du gouvernement, la coordination avec les communautés locales de l'île de Mayaguana et la participation à des événements scolaires pour informer le gouvernement et le public quant à l'importance de protéger Booby Cay. Island Conservation et le Bahamas National Trust sont parvenu à mobiliser des soutiens pour la protection de ce banc de sable, et le dernier jour du contrat de subvention, le 31 août 2015, le gouvernement des Bahamas a répondu en donnant à Booby Cay le titre de parc national. Ce titre de zone protégée est un premier pas essentiel vers la protection du *Cyclura carinata bartschi* contre la perte de son habitat, et donne un nouveau souffle au plan de gestion des espèces envahissantes géré par le Bahamas National Trust.

L'île d'Alto Velo, située sur le territoire du Parc national de Jaragua, en République dominicaine, fournit un habitat primordial à trois espèces de reptiles endémiques, parmi lesquels le lézard à queue bouclée (*Leiocephalus altavelensis*). Pour ce projet, Island Conservation et Grupo Jaragua se sont associés afin de créer un plan d'opération pour éradiquer les chèvres et les rats envahissants, ainsi que les chats sauvages, pour développer un plan relatif à la biosécurité afin d'empêcher de nouvelles invasions et pour identifier les sources potentielles de financement dans le but de poursuivre la mission. L'un des faits marquants du projet à Alto Velo a été la signature d'un protocole d'accord entre Island Conservation et le Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales) de la République dominicaine, afin de soutenir des projets de restauration d'îles au large de la côte. Cette signature a prouvé l'intérêt et la prise de responsabilité du gouvernement et des partenaires pour la gestion efficace des espèces envahissantes dans ce pays.



Une vue d'Alto Velo. Image : L'espèce de gecko *Sphaerodactylus altavelensis* est endémique sur l'île d'Alto Velo. ©Island Conservation

L'une des conséquences de ce travail a été de permettre au personnel d'Island Conservation d'acquérir une vision plus précise des méthodes à utiliser pour catalyser l'action en faveur de la conservation avec les partenaires qui doivent encore faire de l'éradication des espèces envahissantes une priorité. Nous avons déterminé que le succès de ce projet dépendait de deux facteurs clés. Premièrement, il s'agit d'identifier et de faire participer les partenaires qui peuvent et doivent contribuer à la mise en place du projet. Ensuite, une communication efficace avec les partenaires doit avoir lieu dès le début. Island Conservation continue à travailler en collaboration avec Grupo Jaragua et le Bahamas National Trust, avec pour objectif de renforcer nos relations ainsi que les « victoires » obtenues par les défenseurs de l'environnement grâce à ces deux organisations locales robustes dans la région. 

Amélioration de la protection des zones clés pour la biodiversité aux Bahamas : Île de San Salvador

- **Lakeshia Anderson, Responsable des parcs et de la planification des parcs, Bahamas National Trust**



Les parcs nationaux sont les plus beaux héritages qui peuvent être laissés aux générations futures. Depuis plus d'un demi-siècle, le Bahamas National Trust (BNT) a protégé et géré des zones maritimes et terrestres afin d'assurer la protection de la biodiversité, la préservation de sites historiques, ainsi qu'un site de loisirs à l'usage des Bahaméens.



Un cyclura rileyi riley, espèce en danger critique, dans la ZCB de Graham's Harbour
©Sandy Voegeli

Le BNT se consacre à la mise en place de partenariats pour aider à la gestion des parcs à travers l'ensemble des îles des Bahamas. Cet engagement a suscité l'établissement d'un partenariat avec des organisations locales en faveur de la défense de l'environnement, la San Salvador Living Jewels Foundation (SSLJ) et le Gerace Research Centre (GRC), dans le but de mettre en place le projet financé par le CEPF, dont l'objectif était d'accorder le titre de parcs nationaux à deux zones clés pour la biodiversité (ZCB) : Graham's Harbour et Southern Great Lake. Le groupe spécialisé dans les iguanes de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a classé la ZCB de Graham's Harbour comme le premier site prioritaire parmi les 26 sites dédiés à la préservation des oiseaux marins et des iguanes. La ZCB de Southern Great Lake a été classée en septième position.



Vue de la ZCB de Southern Great Lakes.

©CANARI

Pendant plus de 10 ans, les scientifiques, les organisations de défense de l'environnement et les représentants des communautés locales ont prôné la mise en place de parcs nationaux sur l'île de San Salvador. Cependant, des problèmes liés aux propriétés foncières ralentissaient la désignation de ces lieux en tant que parcs nationaux. Le projet du CEPF coïncidait parfaitement avec l'engagement du gouvernement pour étendre le système de zone nationale protégée des Bahamas dans le but d'atteindre les obligations internationales, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

!→



*Le vice-Premier ministre des Bahamas, l'honorable Philip Brave Davis, lors de la cérémonie de désignation des nouveaux parcs nationaux sur l'île de San Salvador.
©Lakeshia Anderson*

Le projet a fourni une occasion de redonner une impulsion à la participation de tout un ensemble d'acteurs à travers des activités telles que des réunions communautaires, des visites de certains sites, des sorties scolaires, des messages d'intérêt public (à la radio et à la télévision), des articles dans les journaux et la production de supports éducatifs et de communication pour sensibiliser à l'importance des sites proposés. Les responsables politiques ont joué un rôle de premier plan dans ce processus, et leur engagement s'est maintenu tout au long du projet.

Une réalisation majeure de ce projet du CEPF a été l'annonce publique de la mise en place du système de parc national sur l'île de San Salvador par le vice-Premier ministre des Bahamas, l'honorable Philip Brave Davis. Au cours d'une cérémonie officielle qui a eu lieu sur l'île de San Salvador en avril 2015 et à laquelle étaient conviés des membres de la communauté locale, des centaines de personnes se sont rassemblées pour assister à l'annonce de cinq nouveaux parcs nationaux couvrant 8 510 hectares : le Graham's Harbour Iguana and Seabird National Park, le West Coast Marine Park, le Pigeon Creek and Snow Bay National Park, le Southern Great Lake National Park et le Green's Bay National Park. Cette réussite, de même que les désignations ultérieures de zones protégées qui ont eu lieu en août 2015, ont permis aux Bahamas d'atteindre leur objectif de 10 % de protection de l'habitat marin, dans le cadre de la CDB. Les Bahamas sont donc à mi-chemin des objectifs

internationaux de protection des environnements maritimes à proximité des côtes d'ici à 2020, fixés à hauteur de 20 % dans le cadre de la Caribbean Challenge Initiative.

Parmi les autres accomplissements majeurs réalisés au cours du projet, on peut citer la rédaction d'une ébauche d'un plan de gestion avec la participation de membres de la communauté locale et d'autres acteurs. On peut également citer une formation visant au renforcement des capacités en matière de surveillance de la biodiversité, une formation suivie par plus de 18 membres de la communauté locale, ainsi que par des gardiens de parcs employés par le Bahamas National Trust et le Caicos National Trust. La signature d'un protocole d'accord entre le BNT et la San Salvador Living Jewels Foundation fut une autre réussite de premier plan. Ce protocole a pour but de renforcer les alliances effectuées pour la gestion de nouveaux parcs nationaux et pour l'amélioration des initiatives de préservation de l'environnement sur l'île de San Salvador. 

Promotion de la conservation de la zone clé pour la biodiversité de Peckham Woods, Clarendon, Jamaïque

- Ann M. Haynes-Sutton



Un spécimen d'*Osteopilus ocellatus*, à Peckham Woods
©Ann Haynes-Sutton

Peckham Woods, située au centre de la Jamaïque, constitue une zone peu connue, mais d'une importance considérable sur le plan biologique. Les efforts entrepris par la Clarendon Parish Development Committee Benevolent Society (CPDC) ont accru sa notoriété.

Le projet « *Promotion de la conservation de la zone clé pour la biodiversité de Peckham Woods, Clarendon, Jamaïque* », financé par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund - CEPF*) a contribué de façon très significative à la préservation de cette zone clé pour la biodiversité (ZCB), d'une grande importance, bien que sous-estimée. Avant le projet, la biodiversité au sein de cette zone n'avait jamais été évaluée de façon systématique et en raison de sa faible superficie, elle n'avait jamais été incluse à aucun plan national pour la biodiversité.

La CPDC a réuni les communautés vivant sur et autour du territoire de la ZCB, ainsi que des institutions et experts et locaux et internationaux, parmi lesquels l'Université des West Indies, l'Institut de la Jamaïque et l'Herbier de l'Université de South Florida. Ensemble, ils ont créé un partenariat pluridisciplinaire qui a mené des évaluations sur le plan

socioéconomique et sur celui de la biodiversité ; une théorie du changement fut également développée. Ils ont ainsi déterminé l'importance de Peckham Woods pour la population locale, au regard de la biodiversité, et ont évalué les nécessités de préservation.

Le projet était particulièrement important car il permettait de mettre à jour les connaissances sur le statut de la biodiversité dans cette zone, certes de taille modeste, mais unique. Il a également permis de sensibiliser la communauté locale à l'importance de la zone, de mettre en place les premières étapes en faveur de la conservation et de développer les capacités des botanistes locaux. Il a aussi établi un précédent dans l'engagement des Comités de développement des paroisses (qui résultent d'une alliance entre le gouvernement local, les entreprises de la région et les communautés locales) en faveur de la préservation de la biodiversité.

L'étude botanique a confirmé la valeur exceptionnelle de Peckham Woods pour la biodiversité des plantes endémiques et la persistance à long terme de nombreuses espèces, et ce en dépit de la fragmentation des habitats forestiers. Au total, ce sont 490 espèces que l'on trouve sur ce site, dont 35 % sont endémiques du territoire de la Jamaïque.

Nombre d'entre elles vivent sur une aire de répartition sévèrement limitée. Certaines, par exemple, ne sont présentes que sur un seul sommet de colline au sein de Peckham Woods. Seulement 55 (11 %) des espèces de plantes de Peckham Woods ont été évaluées par la Liste rouge de l'UICN. Parmi celles-ci, 48 sont considérées comme menacées ou quasi menacées, dont dix sont des espèces en danger critique ou en danger. Ces chiffres sont sans aucun doute en dessous de la réalité.

La présence d'*Atlantea pantoni*, un papillon endémique local très rare, jusque là uniquement répertorié dans les forêts profondes de St. James et de Trelawny (dans l'ouest de la Jamaïque), et celle de deux autres papillons rares, a été une très bonne surprise. L'équipe a également découvert cinq espèces endémiques d'oiseaux menacées au niveau mondial et cinq espèces endémiques de grenouilles également menacées au niveau mondial. La présence d'une grande variété d'escargots terrestres (dont deux espèces ou sous-espèces endémiques sur le site) a en outre confirmé l'importance de cette zone.



Un papillon *Atlantea pantoni* femelle. ©Vaughn Thurland

Ces espèces ont survécu malgré la faible superficie du centre de la zone (238,13 ha), dont moins de la moitié (86 ha) est une réserve forestière. Cependant, l'équipe a découvert que les activités humaines telles que le feu, le charbon de bois, l'extraction forestière, la culture des sols et le bétail constituaient une menace pour cette zone. Les participants à l'atelier « Théorie du changement » ont constaté que la zone avait besoin de mesures de conservation urgentes. Les études menées au sujet des usagers de la forêt appellent à l'optimisme : elles ont en effet montré que la majorité des habitants de la zone dépendent de la forêt à différents niveaux et que la plupart d'entre eux pensent que de plus gros efforts devraient être réalisés pour protéger les forêts.



Des populations entières de bromélias uniquement présents au sommet des collines de Peckham Woods. ©Ann Haynes-Sutton

La CPDC est entrée en contact avec les communautés locales pour améliorer leurs connaissances au sujet de l'importance de la zone grâce à un atelier destiné aux éducateurs et à une sortie scolaire. Ils ont produit et diffusé des supports éducatifs (notamment des brochures, une vidéo et des posts informatifs sur Facebook). L'équipe a également présenté les résultats du projet lors d'un atelier pour sensibiliser l'opinion nationale à la situation de la zone et faire participer la communauté au sens large des défenseurs de l'environnement.

Parmi les prochaines étapes, les plus importantes consistent à former un nouveau partenariat novateur entre le Département des forêts (Forestry Department) et la CPDC afin d'élargir la zone placée sous la gestion de la conservation. Pour ce faire, il est prévu d'encourager les propriétaires fonciers voisins de la ZCB à déclarer leurs terres en tant que réserves forestières privées et de leur apporter un soutien (éventuellement par le biais des accords de conservation ou de paiements pour services écosystémiques) afin qu'ils puissent gérer leurs terres, pour conserver et restaurer la biodiversité. 

Sauvegarde du genévrier d'Ekman d'Haïti et valorisation de la flore de la Forêt des Pins

- *Elie Desmarattes, Helvetas Haïti et Fanch Le Hir, Conservatoire botanique national de Brest*



Un spécimen de genévrier d'Ekman avec les membres de l'association OPDFM
©F. Le Hir

Le genévrier d'Ekman (*Juniperus gracilior* var. *ekmanii*) ne se trouve, en Haïti, que dans la Forêt des Pins (Unité 2) une aire protégée de 14 000 Ha située dans le Massif de la Selle et faisant partie du corridor binational du Massif de la Selle-Jaragua-Bahoruco-Enriquillo, à cheval sur Haïti et la République dominicaine. Ce corridor héberge un habitat d'une biodiversité particulièrement riche, à savoir les forêts subtropicales de montagne à majorité de *Pinus occidentalis* (espèce endémique d'Hispaniola), mais aussi les forêts de feuillus (appelés « raks »). C'est, en Haïti, l'un des derniers espaces hébergeant des forêts naturelles abritant des espèces patrimoniales et endémiques comme le genévrier d'Ekman. Des opérations de reboisement à grande échelle sont réalisées annuellement par l'association villageoise OPDFM, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et l'ONG HELVETAS Haïti.

Autrefois bien plus répandu en Haïti, il ne reste aujourd'hui plus que 7 spécimens de genévrier adultes, en trois endroits. En République dominicaine, la situation est similaire : on ne le trouve plus qu'en de rares endroits, au sein de la zone de Sierra Bahoruco. Le genévrier est classé CR (en danger critique) par l'UICN.

Les objectifs du projet

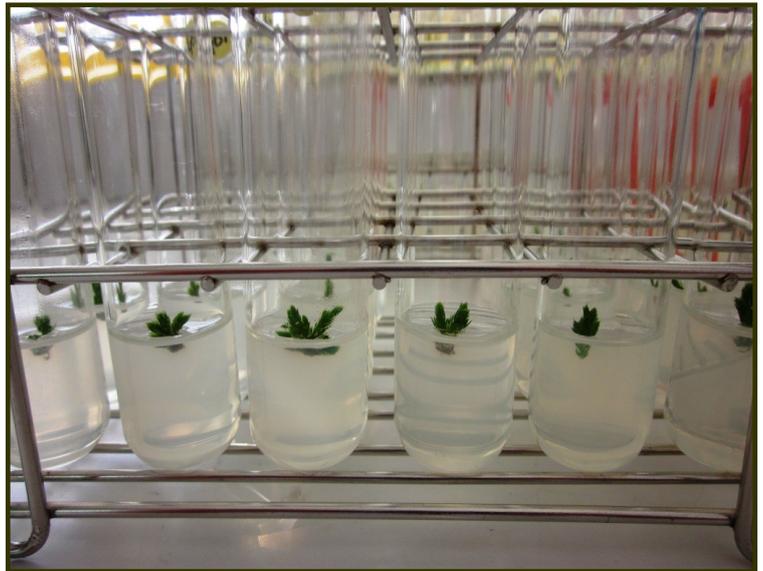
Le projet avait pour objectif de sauver cette espèce emblématique mais aussi de mieux connaître et valoriser la flore de la Forêt des Pins (enquêtes ethnobotaniques, création d'un herbier et d'un jardin de plantes endémiques).

Culture in vitro du genévrier d'Ekman

Etant donné que le genévrier d'Ekman ne fructifiait pas et ne se multipliait pas de façon végétative, la reproduction par culture *in vitro* a été entreprise en partenariat avec le laboratoire de biologie végétale VEGENOV de Saint-Pol-de-Léon (France). Des essais de désinfection et de mise en milieu stérile ont été effectués par VEGENOV et le Conservatoire botanique national de Brest (CBNB) en France à partir de différentes espèces de genévriers et de conifères proches du genévrier d'Ekman. De même, un protocole de collecte, de conditionnement et de transport a été élaboré par le CBNB afin d'obtenir du matériel frais à l'arrivée au laboratoire.

Plusieurs séries de boutures ont pu être collectées lors de missions sur le terrain en 2014 et 2015, avec l'autorisation du MARNDR, puis transportées jusqu'au laboratoire Vegenov à Saint-Pol-de-Léon. Au total, 4 clones différents ont été mis en culture (les autres clones n'étant pas accessibles car poussant sur une falaise abrupte).

Aujourd'hui une centaine de vitro plants sont conservés à Vegenov. Il reste encore à franchir les étapes de l'enracinement et du sevrage. Les différents partenaires associés à ce projet espèrent pouvoir rapatrier cette espèce emblématique en Haïti dans les prochaines années.



In vitro plants de genévrier d'Ekman

©C. Gautier

Autres volets du projet

Afin de mieux connaître la flore de la Forêt des Pins, plus de 150 spécimens d'herbiers ont été collectés au sein de l'aire protégée et vont enrichir l'herbier Ekman de la Faculté d'Agronomie de l'Université d'Etat de Port-au-Prince. Les enquêtes ethnobotaniques ont permis de répertorier plus d'une centaine d'espèces médicinales utilisées par les populations locales et la création d'un jardin des plantes endémiques au sein d'un « rak » va permettre de sensibiliser le public à la conservation nécessaire de la biodiversité de ces milieux exceptionnels.

En conclusion, cet ambitieux projet, mis en œuvre avec le soutien du CEPF jusqu'en septembre 2015, a permis de mettre en lumière la richesse de la flore de la Forêt des Pins mais aussi les menaces sur les espèces endémiques. Nous espérons que ces actions pourront se poursuivre dans le futur et recevoir le soutien de nouveaux partenaires. 

Archives des numéros de Capacité

[Numéro 1: juin 2012](#)

[Numéro 2: septembre 2012](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 3: décembre 2012](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 4: mars 2013](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 5: juin 2013](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 6: septembre 2013](#)

[Numéro 7: décembre 2013](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 8: mars 2014](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 9 : juin 2014](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 10: septembre 2014](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 11 : décembre 2014](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 12 : mars 2015](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 13 : septembre 2015](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

A propos de CANARI

L'Institut pour les ressources naturelles de la Caraïbe (*Caribbean Natural Resources Institute CANARI*) est une organisation à but non lucratif immatriculée à Sainte Lucie, St. Croix et Trinidad et Tobago. Le bureau se situe à Port of Spain, Trinidad, et l'Institut dispose du statut 501(c) (3) aux Etats-Unis et est reconnu d'utilité publique à Trinidad et Tobago.

Notre mission est de promouvoir et de faciliter une participation équitable et une collaboration effective dans le cadre de la gestion des ressources naturelles essentielles au développement des îles de la Caraïbe, de façon à ce que les populations bénéficient d'une meilleure qualité de vie et que les ressources naturelles soient conservées, par le biais de l'apprentissage par l'action, la recherche, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats régionaux.

CANARI travaille dans les îles de la Caraïbe mais les résultats de ses travaux de recherche sont souvent pertinents pour la région dans son ensemble. Nos programmes mettent l'accent sur la recherche, le partage et la dissémination des leçons apprises, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats régionaux.



Caribbean Natural
Resources Institute (CANARI)
Fernandes Business Centre
Building 7, Unit 8
Eastern Main

CEPF Caribbean Pour nous contacter:

Tel: (868) 626-6062

Fax: (868) 626-1558

Email: cepf-rit@canari.org

Page web: www.canari.org



Suivez-nous sur [Facebook](#)